FLN : APRÈS LA CONFÉRENCE AUTORISÉE DES REDRESSEURS

Les pires moments de Belkhadem

Abdelaziz Belkhadem aura certainement vécu, en cette fin de semaine, les pires moments depuis qu'il a accédé à la tête du Front de libération nationale à la suite du coup de force de 2004. La conférence nationale des cadres du Mouvement de redressement et de l'authenticité du FLN, tenue jeudi dernier à Draria à Alger, a sérieusement ébranlé la direction nationale du parti.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Tout a commencé mercredi. Après un premier refus signifié par la Wilaya d'Alger à la demande d'autorisation de la conférence des redresseurs, ce sera, coup de théâtre, l'entrée en lice d'un acteur inattendu qui bouleversera les données : Daho Ould Kablia.

Le ministre de l'Intérieur ordonnera en effet l'autorisation de la conférence. Cette implication aussi lourde dans les affaires internes du FLN, le pouvoir ne l'a faite qu'une seule fois de cette même manière. C'était en 2003 lorsque, comble des paradoxes, le mouvement de redressement que conduisait à l'époque… Abdelaziz Belkhadem était ouvertement soutenu par le ministère de l'Intérieur dans sa guerre contre Ali Benflis.

Un rebondissement inquiétant pour l'actuelle direction du FLN et qui a mis Belkhadem dans tous ses états. Mercredi, une ambiance électrique régnait au siège du parti à Hydra. Belkhadem n'en revenait pas. Et après plusieurs tentatives de faire annuler la décision d'Ould Kablia, auprès de la présidence et du Premier ministre, le SG du FLN ordonnera, dans un accès de colère, de faire avorter la rencontre des redresseurs en faisant venir des militants de toutes les mouhafadas, nous confie-t-on de source sûre.

«C'est à celui qui a autorisé cette rencontre d'assumer ses responsabilités», répliquera Belkhadem à tous ceux qui cherchaient à le dissuader de recourir à une telle extrémité. D'ailleurs, un groupe de personnalités du parti, conduit par l'ancien président de l'APN, Amar Saïdani, signeront une pétition dans ce sens adressée à Belkhadem où ils l'exhortent à éviter la confrontation, la rencontre étant de toutes les façons autorisée par les pouvoirs publics. Vainement.

Le patron de l'ex-parti unique aurait même déchiré ce document ! «Celui qui ne se rendra pas demain à Draria est contre moi», aurait également répliqué le ministre d'Etat à d'autres interlocuteurs dans la journée de mercredi. Dans de telles conditions, le décor était planté pour un sérieux risque de confrontation physique, le lendemain jeudi.

Le Mouvement de redressement, dont le siège se trouve dans une villa à Draria sur les hauteurs d'Alger, avait choisi comme lieu, pour tenir sa rencontre, une salle des fêtes se trouvant à près de 3 km de la villa. Distance sur laquelle il était toutefois impossible de circulait, jeudi dès les premières heures, en raison de l'impressionnant dispositif de sécurité déployé par Ould Kablia en vue de protéger la rencontre et de dresser un tampon entre les redresseurs et les pro-Belkhadem. L'accès au lieu de la rencontre n'était autorisé qu'à des porteurs de badges dûment estampillés «Mouvement de redressement».

La majorité des pro-Belkhadem, y compris des membres de la direction nationale, venus tôt le matin, finiront d'ailleurs par renoncer à la tentative d'empêcher la rencontre. Tous, sauf un petit groupe d'une vingtaine de personne emmené par un neveu et les deux fils de Abdelaziz Belkhadem et dont l'aîné sera même interpellé par la police avant d'être relâché. Pas d'incidents majeurs donc et la conférence prendra les allures d'une grande rencontre d'un FLN officiel ! Il faut dire que l'autorisation du ministère de l'Intérieur conférait à ce rendez-vous une légalité et une victoire symbolique pour les redresseurs qui ne manqueront pas de faire beaucoup de dégâts au FLN légal. Une année après sa naissance à la mi-octobre 2010, le Mouvement des redresseurs aura réussi, là, une gigantesque progression et menace sérieusement le règne de Abdelaziz Belkhadem. Ils étaient environ cinq cents délégués «cadres du parti» venus des quarante-huit wilayas ainsi que de l'émigration.

On y comptait d'anciens ministres comme Salah Goudjil, Mohamed-Seghir Kara, Abderrachid Boukerzaza, Kamel Bouchama, d'ex-membres du bureau politique comme Abdelkrim Abada, Saliha Djeffal, etc, des dizaines entre anciens et actuels parlementaires, d'anciens hauts cadres de l'Etat comme le général à la retraite Abdelmadjid Chérif. «Il y a aussi ceux qui ne sont pas là, aujourd'hui», ironise le porte-parole du Mouvement, Mohamed-Seghir Kara. A titre d'exemple, le ministre de l'Enseignement supérieur, El-Hadi Khaldi. Ou alors l'ambassadeur d'Algérie au Caire, Abdelkader Hadjar, pour ne citer que ceux-là !

Photo : Samir Sid

Le règne de Belkhadem sérieusement menacé.

Belkhadem-Ould Kablia : le torchon brûle !

Il va sans dire que cette affaire des redresseurs, notamment la conférence autorisée de jeudi dernier, affaiblira considérablement Belkhadem. De l'aveu même d'un membre de la direction nationale du parti, «cette histoire est vraiment louche, inquiétante». Ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Belkhadem, considéré proche de Bouteflika, n'a pu renverser une décision défavorable du ministre de l'Intérieur. Bouteflika l'aurait-il lâché ? «Inévitablement, cela aura ses répercussions sur la base du parti, très sensible à de telles considérations», avoue encore notre interlocuteur. Rompu aux mœurs et tradition du pouvoir, notre interlocuteur est convaincu qu'«Ould Kablia, tout ministre de l'Intérieur qu'il est, n'aurait jamais pris une telle décision sans l'aval de Bouteflika». Tout comme cette guerre ouverte entre les deux hommes, Belkhadem et Ould Kablia au sujet de la nouvelle loi sur les partis politiques et l'agrément des nouveaux partis. En marge d'une récente réunion du gouvernement, affirme une source bien informée, Belkhadem a interpellé le ministre de l'Intérieur, lui reprochant sa déclaration où il affirmait être prêt à agréer les nouvelles formations politiques même sans l'adoption de la nouvelle loi. «On ne peut pas agréer de nouveaux partis dans une situation de vide juridique», aurait reproché Belkhadem à Ould Kablia qui aurait répliqué : «Eh bien, moi je vais appliquer l'actuelle loi, toujours en vigueur.»

K. A.

Le retour de Bouchama

Moment particulièrement émouvant dans la salle : l'arrivée de Kamel Bouchama accueilli par une salve d'applaudissements. Applaudissements plus nourris quand il prend la parole et use de sa franchise habituelle pour dénoncer l'actuelle direction du FLN qui «n'a rien à voir avec le véritable FLN». L'ex-ministre FLN de la Jeunesse et des Sports n'avait pas été invité au 9e congrès par Belkhadem.

Un mouhafedh séduit

Les menaces de perturber le déroulement de la conférence n'ont pas dérangé outre mesure les organisateurs. L'assurance affichée par ces derniers n'a pas manqué d'intriguer le mouhafedh pro-Belkhadem de Draria qui s'est présenté avec quelques éléments devant l'entrée de la salle de conférences à laquelle ne pouvaient accéder que les porteurs d'un badge spécial. Ayant reconnu plusieurs cadres du FLN qu'il saluait à leur passage, il a fini par avoir l'envie de les rejoindre et demanda la permission d'être accepté comme participant à titre exceptionnel.

À la racine

Les redresseurs ont envoyé plusieurs messages lors de cette conférence, à commencer par la composition du bureau : hommes et femmes à parité égale aux côtés de Salah Goudjil (trois/trois). L'une de ces femmes, médecin de son état, vient justement de la kasma de Sougueur, wilaya de Tiaret, d'où est originaire Abdelaziz Belkhadem.

SAÏD SADI :

«Le statu quo ne peut être maintenu»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) est plus que jamais convaincu que le statu quo ne peut être maintenu pour longtemps. Saïd Sadi, le président du parti, l'a affirmé encore hier, dans son allocution introductive aux travaux du conseil national réuni en session ordinaire à Alger.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le leader du RCD ne voit pas comment l'Algérie échapperait aux bouleversements qui sont intervenus ou qui sont en cours dans la région, quand bien même le pays dispose de l'argent. «Ils ne peuvent pas maintenir le statu quo. L'Algérie ne peut pas échapper aux bouleversements qui secouent la région, même si elle a de l'argent», a affirmé Saïd Sadi qui, enchaînant, a souligné que «ce sont 39 milliards de dollars qui ont été dépensés sans programmation ni contrôle, en six mois».

Pour Saïd Sadi, même couplée à une répression féroce, cette «dilapidation» n'a pas évité que des émeutes éclatent, à l'image de celles qui ont secoué des quartiers de la capitale, dont Bab-El-Oued. Les temps à venir ne se présentent pas par ailleurs sous de meilleurs auspices, tant est que l'économie mondiale qui connaît un ralentissement entraînera un effondrement du prix du baril. Surtout, aussi, que le régime en place, a noté Saïd Sadi, a, au plan intérieur, mis en branle une politique de fermeture, laquelle est traduite par le vote du nouveau code communal qui renforce les prérogatives de l'administration au détriment de l'élu ainsi que le projet de loi de finances 2012 qui s'assimile à un projet de guerre. Pendant qu'il ferme à l'intérieur, le régime, a souligné Sadi, tente de donner des assurances à la communauté internationale. «Les délais impartis pour les réformes politiques annoncées en avril dernier sont largement dépassés. De plus, on n'entend plus parler de la révision de la Constitution.» Pour Saïd Sadi, le pouvoir compose avec Omar El Bechir, Ahmadinedjad, Bachar Al Assad, Abdallah Saleh et Kadhafi et se propose en même temps d'être le sous-traitant sécuritaire pour l'Occident.

Il n'est pas question de servir d'alibi

Evoquant, sans trop s'y appesantir, les prochaines élections, le président du RCD a affirmé qu'«il n'est pas question de servir d'alibi», ceci avant de rappeler le chapelet de conditions à même d'éviter les fraudes électorales.

Des conditions que le parti réclame depuis longtemps, notamment une surveillance internationale massive et de qualité.

Saïd Sadi a dénoncé par ailleurs le chantage par l'islamisme, genre si les élections sont honnêtes et transparentes, les islamistes vont gagner. Cela étant, le leader du RCD ne voit pas naître quelque chose de salutaire dans cette opposition entre le DRS et la présidence de la République. «Il y a des oppositions sérieuses entre la présidence et le DRS mais il ne faut pas perdre de vue que c'est un système maffieux et l'on sait qu'aucune maffia n'a disparu par l'implosion.»

S. A. I.

SERVICE RADIOTHÉRAPIE DU CPMC MUSTAPHA

«Il n'est pas fermé», affirme Ould Abbès

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a soutenu, jeudi, en marge d'une session du Sénat consacrée aux questions orales, que le service de radiothérapie du CPMC Mustapha n'a pas été fermé. Selon lui, les perturbations intervenues ces derniers temps sont dues au changement des appareils devenus vétustes car mis en service depuis 20 ans. Comme pour battre en brèche le cri de détresse lancé récemment par le professeur Bouzid, le ministre a informé que les programmations pour les traitements en radiothérapie seront relancées dès la fin du mois en cours, délai imparti à l'achèvement du remplacement du matériel.

Ould Abbès a informé aussi que durant les deux prochaines années, 57 nouveaux accélérateurs pour le traitement des cancéreux par radiothérapie seront acquis et seront répartis sur 13 centres anticancéreux.

S. A. I.

La Casbah au menu du gouvernement

La protection de La Casbah d'Alger sera au menu des prochains conclaves du gouvernement. C'est ce qu'a affirmé jeudi, au Conseil de la Nation, la ministre de la Culture Khalida Toumi. La ministre a expliqué que le plan permanent de sauvegarde et de la protection de La Casbah adopté par l'Assemblée populaire de wilaya sera examiné après la programmation par le Premier ministre du dossier de La Casbah. Ce plan de sauvegarde, élaboré par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés en Algérie, a, selon la ministre, été favorablement accueilli par la Commission du patrimoine mondial. A ce jour, a ajouté la ministre, 390 maisons de La Casbah ont été renforcées par des soutènements en bois. De plus, a-t-elle souligné, la loi de finances 2010 a consacré une enveloppe de 908 000 000 dinars pour les travaux d'urgence de 350 autres maisons.

Pour le quinquennat, ce seront 776 autres bâtisses qui bénéficieront des plans de réhabilitation. Ceci pendant que les propriétaires des terrains situés au niveau de La Casbah seront indemnisés. Par ailleurs, la ministre de la Culture a fait cas de 400 monuments et sites culturels qui sont classés depuis 1999. Ceci outre 13 secteurs protégés et 3 nouveaux parcs.

S. A. I.